

Madame, Monsieur,

Je vous prie de trouver ci-dessous les propositions du Rassemblement national pour la politique régionale des transports en prévision de la prochaine élection régionale en Bourgogne-Franche-Comté, selon la structuration que vous avez suggérée.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, madame, monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Julien Odoul

**1 - (Défis et objectifs) Quels seront les principaux défis que devra relever votre région pour les sept prochaines années, quels objectifs donnez-vous à la politique des transports pour contribuer à la mise en œuvre de votre projet de développement régional?**

Je crois que la politique des transports doit avant tout être une politique d'aménagement du territoire. Certains territoires de notre région sont encore très enclavés, mal desservis ou isolés. Les infrastructures des transports sont vieillissantes ou mal calibrées et l'interconnexion entre les moyens de transports n'est pas adéquate.

Je souhaite que la région Bourgogne-Franche-Comté poursuive un objectif, celui d'aider les territoires les plus isolés, notamment les plus ruraux, pour qu'ils deviennent plus attractifs : cela suppose qu'ils bénéficient prioritairement de l'action du conseil régional, c'est mon engagement.

La politique régionale des transports doit également permettre de relever le défi écologique, en facilitant et en encourageant l'émergence de modes de transport moins polluants ou moins énergivores. Je ne souhaite pas cependant que nous entrions dans une logique punitive - je la laisse à la gauche et aux pseudo-écologistes - car beaucoup de nos compatriotes n'ont tout simplement pas les moyens de se passer d'une voiture individuelle. Je rappelle que notre région est une des régions les moins denses de France et qu'en milieu rural, la voiture est pour beaucoup le seul moyen de transport : il est hors de question d'en faire des boucs émissaires, comme cherchent à le faire les bien mal nommés écologistes. La taxe sur le cheval fiscal est beaucoup plus élevée en Bourgogne-Franche-Comté que dans certaines régions voisines. Nous ferons des efforts sur les dépenses de fonctionnement pour la diminuer et réduire la pression fiscale qui s'exerce sur les Bourguignons et les Francs-comtois.

La région doit accompagner et elle le peut : en rendant les TER plus accessibles et plus confortables, en développant le fret fluvial et le fret ferroviaire (notamment sur la ligne Paris-Mulhouse), en encourageant l'investissement et le développement de nouvelles technologies. Il faut que la région se positionne sur les technologies de rupture, qui seront à la fois vecteurs d'une plus grande sécurité, de moins de pollution et d'attractivité économique. Je souhaite ainsi la création d'un grand pôle régional de recherches sur la voiture autonome. Nous avons tout ce qu'il faut pour concurrencer les grands laboratoires de la Silicon Valley, il manque juste l'ambition politique et l'énergie pour le faire, nous le ferons !

Enfin, la région doit, par sa politique des transports, rendre nos entreprises plus compétitives et plus attractives : le développement du fret et l'inter-connexion avec d'autres régions françaises sera ma priorité. Nous devons également choisir un de nos aéroports régionaux (Dijon ou Dole-Tavaux) pour en faire un véritable hub international de transports et pour attirer des investisseurs étrangers qui hésiteraient à s'installer dans notre région. Ce peut être aussi un excellent moyen pour capter une nouvelle clientèle touristique, et donc pour générer de la croissance économique.

**2 - (Fret et logistique) Vous paraît-il opportun voire nécessaire que la région développe une stratégie logistique, et si oui avec quels objectifs, et quels leviers ?**

La région doit bien évidemment développer une stratégie logistique, c'est un enjeu d'attractivité et de compétitivité pour nos entreprises. Et nous avons perdu beaucoup de temps en la matière faute d'ambition de l'équipe socialiste en place. Notre région la première région industrielle française, c'est une force incroyable sur laquelle il faut impérativement miser. Il faut donner à nos entreprises les moyens de se maintenir sur le territoire régional et de se développer, raison pour laquelle la région encouragera et subventionnera notamment la création d'entrepôts logistiques.

Nous favoriserons également l'interconnexion entre les modes de transport et valoriserons le fret décarbonné : cela passe un grand plan régional d'investissement dans les infrastructures de transports propres : le fret ferroviaire, les canaux fluviaux...

Je souhaite également que nous explorions la piste d'une taxe régionale frappant tous les camions étrangers qui empruntent nos infrastructures et bénéficient donc de nos investissements. Il n'est en effet pas acceptable que des entreprises étrangères dégradent nos routes sans payer le moindre impôt en France, à la différence des entreprises de transport qui font le choix du patriotisme et de se maintenir dans notre pays et notre région. Ces sont ces derniers que je veux favoriser. Nous attirerons donc l'attention du gouvernement sur le sujet, et au besoin en lançant un grand référendum régional sur la question.

**3 - (Services de transport) Considérez-vous nécessaire de faire évoluer l'offre, l'usage et la tarification des transports publics (ferroviaires et routiers), avec quels objectifs et quels moyens, financiers notamment ?**

Je ne ferai pas de la démagogie de bas étage, en reprenant la promesse faite par les socialistes de rendre le TER quasiment gratuit pour tout le monde : d'une part, parce que c'est financièrement intenable et d'autre part, parce que lorsque personne ne paye, c'est au final tout le monde qui finit par payer, par une augmentation des impôts. Je crois au contraire à une tarification plus claire et plus accessible, notamment pour certains publics comme les jeunes, les chômeurs, ceux qui ont de bas revenus, les familles nombreuses, les forces de l'ordre ou encore nos soignants qui ont été durement éprouvés pendant la crise.

Je pense aussi qu'il faut faire évoluer l'offre de transport. Il ne reste en France plus que deux lignes de train de nuit, dont une qui traverse notre Bourgogne-Franche-Comté. Le Rassemblement national s'est toujours opposé à l'arrêt de ce mode de transport, souvent plus économique que l'avion, moins énergivore et moins polluant. Je pense qu'il est aujourd'hui essentiel que la région Bourgogne-Franche-Comté pèse de tout son poids pour relancer ce mode de transport, ce que la socialiste Marie-Guite Dufay n'a pas fait pour le moment. Je trouve aujourd'hui risible qu'Emmanuel Macron souhaite aujourd'hui une réouverture des lignes qui ont été fermées à une époque où il était Ministre de François Hollande. Je n'oublie pas non plus la responsabilité de l'Union européenne qui, en imposant l'austérité budgétaire partout et pour tous, a favorisé le désengagement de la SNCF et l'arrêt des trains de nuit. C'est pourquoi la région Bourgogne-Franche-Comté ne financera dans un premier temps les trains de nuit à destination de l'Union européenne, car j'estime que les premiers efforts que nous ferons doivent prioritairement aux habitants de notre région. Quoi qu'il en soit, les élus Rassemblement national mettront tout leur poids dans la balance pour faire renaître les trains de nuit, augmenter les dessertes et favoriser les correspondances entre ce mode de transports et les autres (TGV, avion, auto-partage, transports publics, etc).

Je m'opposerai bien évidemment à la privatisation rampante du rail et refuserai toute expérimentation d'ouverture à la concurrence pour les TER comme le font de plus en plus de régions : la SNCF conservera son monopole mais en contrepartie, elle devra aussi faire des efforts et s'améliorer pour réduire les retards, nettoyer plus souvent ses trains et rendre les voyages moins onéreux et plus agréables.

#### **4 - (Infrastructures et investissement) En matière d'investissement, quelles seront vos priorités, et comment envisagez-vous la négociation du futur contrat de plan Etat-région ?**

Le TER est aujourd'hui un des postes budgétaires les plus importants. Pourtant, force est de constater que tous les efforts nécessaires n'ont pas été fournis par la majorité socialiste sortante, bien au contraire : retards à répétition, dégradation du matériel, amplitudes horaires réduites, incivilités et violences dans les TER, gares qui ne sont pas adaptées aux personnes à mobilité réduite, tarification illisible... Alors même que le TER pourrait constituer un mode de transport fiable, sécurisé et relativement peu onéreux.

Je veux aussi créer une police régionale dans les TER et les gares, car les Bourguignons et les Francs-Comtois n'en peuvent plus des petits délinquants qui multiplient les incivilités dans les transports et troublent les voyageurs. Je veux aussi améliorer la desserte de certains territoires très ruraux, comme la Haute-Saône ou le Jura, qui sont assez mal desservis à ce jour. Je veux financer l'investissement dans les trains de demain, qui seront plus modernes, plus connectés, plus accessibles, plus respectueux de l'environnement et plus confortables. Beaucoup des nouveaux trains mis en service ont réduit le nombre de places, de sorte que bon nombre de voyageurs se retrouvent sans siège, ce que je veux changer. Je ferai en sorte enfin que le wifi soit accessible dans tous les TER de la région car très souvent les voyageurs sont privés de connexion en raison des trop nombreuses zones blanches que connaît notre région : il faut y remédier, c'est aussi un gage d'attractivité.

Je veux aussi favoriser les interconnexions entre les modes de transport et entre les régions, afin de rendre ce mode de transport plus attractif et plus utile pour nos compatriotes, qui pourront ainsi circuler plus facilement d'un bout à l'autre de la région et même trouver, si besoin est, un emploi dans une autre région tout en pouvant demeurer avec leur famille en Bourgogne-Franche-Comté. Enfin, je m'assurerai que dans 7 ans, à la fin de mon mandat, l'ensemble des gares sera accessible aux seniors et aux personnes à mobilité réduite car bon nombre d'entre elles n'ont aujourd'hui ni escalators, ni ascenseur, ce qui n'est pas acceptable.

S'agissant du contrat de plan État-région, je l'ai déjà indiqué, il faudra que les territoires ruraux de notre région ne soient plus les grands oubliés des politiques régionales et des grandes négociations avec l'État. Encore récemment, l'agglomération dijonnaise, déjà bien pourvue en infrastructures, a bénéficié d'un contrat de relance signé par l'État et la région de 250 millions : alors que certaines portions de Haute-Saône ou du Jura sont totalement impraticables ou très éloignées d'une gare. Il faut absolument rééquilibrer la politique régionale et les subventions. C'est la raison pour laquelle je pose cette règle simple, qui aura vocation à s'appliquer tant pour la politique régionale des transports : si 1€ est voté au bénéfice d'une zone urbaine de notre région, 1€ ira obligatoirement aux zones rurales ; c'est le gage d'une plus grande équité et d'un désenclavement rapide des territoires isolés. Je m'engage enfin à ce que les petites gares en milieu rural et les dessertes soient également maintenues, même si elles sont déficitaires : je préfère que l'on consacre une partie du contrat de plan État-région à l'entretien ou la rénovation de ces petites lignes essentielles, plutôt que de s'engager dans de grands travaux non-prioritaires.

#### **5 - (Recherche et expertise technique) Souhaitez-vous que la région participe activement au financement des programmes de recherche nécessaires à la mutation des systèmes de transport, et comment envisagez-vous de renforcer l'expertise des services de la région sur les différentes dimensions de la politique régionale des transports ?**

Bien évidemment, la région doit participer activement au financement des programmes de recherche, pour imaginer les modes de transport de demain. J'ai déjà évoqué la création d'un grand pôle de recherches régional, pour positionner notre région sur la technologie de la voiture autonome ; mais ce ne sera pas suffisant, et il faudra faire beaucoup plus.

La région peut et doit aussi donner l'exemple, en s'approvisionnant exclusivement, pour ses trains notamment, auprès de fournisseurs nationaux, voire régionaux, comme Alstom, même si ces pépites françaises ont été bradées par Emmanuel Macron et son gouvernement. En choisissant des fournisseurs nationaux, nous encouragerons aussi le maintien de l'emploi local.

Je rappelle que j'ai proposé la création d'un fonds souverain régional doté de 100 millions d'euros, qui interviendra pour protéger des entreprises stratégiques régionales mais aussi pour aider des entreprises prometteuses ou des startups, pour leur donner des moyens d'investir, en renforçant leurs fonds propres par exemple. Ce fonds sera le bras armé de la région, pour encourager la recherche et développement dans les nouvelles technologies.

La région est enfin la collectivité chef de file en matière de formation professionnelle : nous avons une filière d'excellence dans les transports, et il faut tirer parti de cet avantage et le développer. L'effort budgétaire de la région en faveur de la formation sera considérablement intensifié. Je crois ainsi que le schéma régional de la formation doit encourager la formation dans les transports, pour qu'une partie des 250 000 chômeurs que compte notre région retrouve rapidement un emploi.

Le 05.05.2021 15:17, Pierre DUMAS a écrit :

***A l'attention de Monsieur Julien Odoul, tête de liste « Pour une Région qui vous protège » pour les élections régionales en Bourgogne Franche-Comté***

Philippe Duron et Louis Nègre, coprésidents de TDIE, ont l'honneur de vous adresser le questionnaire de TDIE aux candidats aux élections régionales des 20 et 27 juin prochain.

Vous trouverez en pj 1 le courrier par lequel ils vous sollicitent, ainsi que le questionnaire (pj 2) et le dossier documentaire (pj 3) préparés par le Conseil scientifique de TDIE afin de contribuer à l'identification des différents enjeux liés aux compétences confiées par la loi aux Conseils régionaux en matière de transport, mobilité et logistique.

NB : Un formulaire de réponse sous format word sera très prochainement en ligne sur la page de présentation de la démarche de TDIE : <https://tdie.eu/regionales-2021-cinq-enjeux-pour-une-politique-regionale-durable-des-transport/>

## **Cinq enjeux pour une politique régionale durable des transports**

Le Conseil scientifique de TDIE a identifié 5 enjeux pour une politique régionale durable des transports :

- Les transports, outil de développement régional : quels objectifs donner à la politique des transports au service de la mise en œuvre du projet de développement régional ?
- Fret et logistique : est-il opportun, voire nécessaire que la région développe une stratégie logistique, avec quels objectifs, et quels leviers ?
- Quels services de mobilité demain : faut-il faire évoluer l'offre, l'usage et la tarification des transports publics (ferroviaires et routiers), avec quels objectifs et quels moyens ?
- Infrastructures et investissement : quelles doivent être les priorités de la Région en matière d'investissement, dans la perspective notamment de la négociation du futur contrat de plan Etat-Région ?
- Recherche et expertise technique : la Région doit-elle participer activement au financement des programmes de recherche nécessaires à la mutation des systèmes de transport, et doit-elle envisager de renforcer l'expertise des services de la région sur les différentes dimensions de la politique régionale des transports ?

Chaque enjeu a été décliné en questions d'orientation politique, définies à partir des compétences des collectivités régionales et territoriales dont l'exécutif sera renouvelé en juin. **TDIE interroge toutes les listes candidates aux élections régionales et territoriales**, en France métropolitaine comme en Corse et dans les Outre-mer (Guadeloupe, Guyane, La Réunion, Martinique).

Vous pouvez répondre à chacune des questions, ou rassembler vos différents éléments de réponse pour chacun des cinq enjeux.

Vous êtes invités à nous retourner le questionnaire renseigné pour le mercredi 26 mai. Votre réponse sera publiée sur le site Internet de TDIE avant le 1<sup>er</sup> tour des élections, et le dossier complet fera l'objet d'une présentation à la presse dans la semaine du 31 mai

## Qui sommes-nous ?

Le **think tank TDIE** (transport développement intermodalité environnement) est coprésidé par **Philippe Duron** (ancien député du Calvados) et **Louis Nègre** (ancien sénateur des Alpes-Maritimes).

Association pluraliste et multimodale créée en 2001, TDIE est une plate-forme d'échange qui rassemble des acteurs publics et privés des différents modes de transports (constructeurs d'infrastructures, gestionnaires de réseaux, exploitants et opérateurs, transporteurs, logisticiens, élus, collectivités locales, industriels, experts ou chercheurs) afin d'élaborer des propositions de développement durable et soutenable des systèmes de transport multimodaux – mobilité et logistique –, de les soumettre au débat, et de les porter auprès des pouvoirs publics (nationaux, territoriaux, européens). Le Conseil scientifique de TDIE est présidé par **Michel Savy**, Professeur émérite d'économie des transports.

### Quelques références :

Depuis plusieurs années, TDIE contribue à l'identification des enjeux des politiques publiques de transport, favorise l'expression, la reconnaissance et la compréhension des propositions et projets des acteurs politiques qui se préparent à décider des grandes orientations en matière de politique des transports.

Vous pouvez consulter les enquêtes réalisées par TDIE à l'occasion des élections précédentes sur le site Internet de TDIE :

- [Questionnaire aux candidats aux élections régionales 2015](#)
- [Questionnaire aux candidats à l'élection présidentielle 2017](#)
- [Questionnaire aux candidats à l'élection européenne 2019](#)
- [Analyse de programmes des candidats aux élections municipales et intercommunales 2020](#)

Nous vous remercions pour votre attention et sommes à votre disposition si vous souhaitez des précisions.

Bien cordialement,

Pierre Dumas

Chargé d'études

TDIE (Transport, développement, intermodalité, environnement)



THINK TANK > TRANSPORT • DÉVELOPPEMENT • INTERMODALITÉ • ENVIRONNEMENT

9, RUE DE BERRI- 75008 PARIS – TEL 01 44 13 31 08 – FAX 01 44 13 31 21

E-MAIL : [secretariat@tdie.eu](mailto:secretariat@tdie.eu). SITE : [www.tdie.eu](http://www.tdie.eu)